

Pour un programme social-écologique

1 / D'abord, ouvrir les yeux

On m'a demandé, pour cette rencontre, un message sur le volet "environnement".

Cette approche me semble appauvrissante. Je ne vais pas vous parler ici des bienfaits des énergies renouvelables ou des méfaits des OGM. Je préfère, au risque de déranger, une approche plus globale, donc plus politique. Surtout : de plus long terme.

La politique peut bouger – et c'est le seul créneau à peu près libre – si elle s'inscrit dans une autre durée. Une telle posture est difficile, car elle met en scène des perspectives à bien des égards alarmantes ; elle parle de lendemains qui déchantent – sauf si, précisément, on prend aujourd'hui le taureau par les cornes. Ceci veut dire adopter une démarche lucide et active qui dessine une autre politique, que l'on peut nommer "développement durable", que je préfère nommer de prise en compte aujourd'hui du très long terme. Cette politique sera sociale au sens le plus élevé du terme : il s'agit de protéger les hommes de catastrophes prévisibles, et d'abord les plus faibles qui en seront, partout, les premières victimes. Cette politique ne se contente pas d'"engagements" pour 2020 et 2050, elle appelle des commencements

d'exécution dès aujourd'hui. Elle peut donc, pour une formation qui s'en sentira le courage, constituer un programme pour 2009–2012.

A. Un état des lieux peu favorable.

Le paysage de départ comporte, notamment, trois éléments :

- . en France comme chez nos voisins, la récession économique crispe les esprits ; elle pousse au repli ; elle ne crée par un terrain favorable à un discours parlant de la crise écologique et des épreuves qu'elle nous infligera ;
- . néanmoins, sur la crise écologique, la France a avancé. La prise de conscience a fait un bond en deux ans. Al Gore, Nicolas Hulot, les ONG ont créé un terrain que Nicolas Sarkozy, assisté par un bon ministre, Jean-Louis Borloo, a remarquablement exploité. Le Grenelle de l'environnement a été un succès en termes de pédagogie ; les mesures qui en ont découlé ont été acceptées : OGM, bonus-malus, demain sans doute une solide taxe-carbone (avec, espérons-le, l'appui de la gauche). Lionel Jospin avait raté le coche. Jacques Chirac avait fait un grand discours (Sommet de Johannesburg) et pris une mesure sérieuse : la Charte de l'environnement intégrée dans la Constitution ; rien d'autre. Sarkozy a fait plus en 2 ans que ses prédécesseurs en 10 ans – pour ne pas dire en 25 ans ;
- . mais on en reste à des approches fractionnées ; le G20 d'Avril 2009, tout entier centré sur la crise financière, a raté l'occasion de s'en prendre à la cible globale, qui lie étroitement les fragilités de la mondialisation, la pauvreté dans le monde et les tensions extrémistes qui s'en nourrissent, les crises alimentaires et énergétiques, la crise écologique. La nécessité d'une riposte intégrée, c'est-à-dire d'une démarche globale à tous les sens du terme, est un sujet que partout on esquive.

B. Regards sur la crise.

Elle est globale et totale. Son tronc commun est le modèle occidental de "développement", mondialisé sans contrôle sérieux. Ses différentes manifestations sont, médiatiquement parlant, successives :

- . la pauvreté, croissante dans certaines régions du monde, revient maintenant en Europe avec le chômage et les déracinements, est si

récurrente qu'on l'oublie souvent. Elle est pourtant le terreau des intégrismes et de la violence ;

- . elle s'alimente à une crise urbaine qui va voir les populations des villes doubler en trente ans, dans de mauvaises conditions sociales et sanitaires ;
- . elle prend parfois le tour d'une crise alimentaire, étroitement liée aux spéculations sur les marchés, et médiatisée sporadiquement, par exemple quand explosent des "émeutes de la faim", un beau sujet pour nos télévisions ;
- . les pénuries de ressources – dont les hydrocarbures ne sont qu'une partie – créent de nouvelles formes de colonialisme : les riches s'installent chez les pauvres ; elles annoncent une multiplication des conflits ;
- . les dérives démographiques : l'Afrique, déjà sous-alimentée, va voir sa population doubler en vingt ans ; l'expansion de l'Islam contrarie le contrôle des naissances ;
- . et puis la crise écologique : la perspective de graves troubles climatiques, rendant des contrées invivables, l'épuisement de la biodiversité, notamment marine, la déforestation, la dégradation irrémédiable des sols, l'assèchement des rivières et des nappes phréatiques – ou la multiplication des crues... Bref, une crise multiple sans précédent dans l'histoire des hommes. Elle est entièrement due à la main de l'homme, cette main étant elle-même l'agent irresponsable du système économique global, ou de crispations nationales.

Ces éléments sont donc tous, intégralement, le fait des hommes. Ils sont liés. Ils s'inscrivent sur une toile de fond à deux volets, également anthropiques :

a) le système capitaliste, le seul pourtant qui tienne la route, est fragile ; ses dérèglements créent, comme c'est en ce moment le cas, d'immenses drames sociaux. De manière plus permanente et congénitale, il se dévoie vers le court terme, le profit à tout crin et hors toute éthique, l'excès de consommations inutiles, la progression des inégalités, la mise en péril des écosystèmes. La volonté de la Chine et de l'Inde de répliquer notre modèle à très grande échelle annonce des tensions quasi insolubles en termes de ressources alimentaires et industrielles, de même que des désastres humains et écologiques ;

b) la nature des hommes pousse, comme au long des siècles, à la violence et au conflit. C'est le cas quand les frustrations explosent et que les tensions, ou simplement la satisfaction de besoins élémentaires, apparaissent

insolubles. Les extrémismes ont de beaux jours devant eux. La dissémination malheureuse du nucléaire rend ces perspectives dramatiques. Nous sommes entrés dans un siècle violent. La violence, alimentée par divers chaînons de la crise globale, risque d'aggraver chacun des ces éléments.

C. La survie de l'espèce humaine.

C'est une perspective sérieuse, à terme non pas de siècles mais de décennies, que l'humanité s'éteigne, comme se sont éteintes des millions d'espèces. Plus probablement, elle s'enfoncera dans un chaos catastrophique ou coexisteront de manière conflictuelle des régions en perdition et des îlots de survie dégradée.

Projetons-nous seulement en 2025 ou 2030 : non seulement nos enfants (ils sont déjà nés, c'est idiot de se préoccuper seulement des "générations futures") seront contraints à des modes de vie marqués par diverses pénuries ; ils auront en tête, de manière primordiale, cette question de la survie.

Je crois que la réalité de cette menace vient de ceci : les divers éléments de la "crise" ne sont pas seulement liés aujourd'hui, ils cumulent – et vont cumuler de manière de plus en plus dangereuse – leurs effets. Des seuils seront franchis, notamment des seuils écologiques au-delà desquels les enchaînements physiques sont imprévisibles ; il en ira de même des enchaînements d'ordre humain (voir les famines nées des conflits). Les millions de belles initiatives, les millions d'actions conduites par des femmes et des hommes généreux et pertinents ne pourront faire face aux catastrophes. Un million de gouttes d'eau pure ne dépolluera pas la Méditerranée.

2/ Y a-t-il un espoir ?

Née de l'action collective et irresponsable des hommes, cette crise globale, dont les éléments mentionnés plus haut sont entremêlés, peut-elle être contrôlée par les hommes ? Trois ou quatre pistes sont généralement évoquées par ceux qui professent un "catastrophisme éclairé" :

. que l'humanité, peut-être par instinct de survie, soit touchée par la grâce et devienne raisonnable et solidaire. Nous pouvons certainement être plus solidaires, et faire de la solidarité (dans l'espace et dans les générations) un élément d'une politique. Mais aucun d'entre nous ne fonderait un programme social-démocrate sur l'Amour ;

. que la science et les technologies sauvent les hommes. C'est un sujet trop sérieux pour être traité rapidement. A coup sûr, notamment en matière énergétique, des relèves massives par des techniques "propres" interviendront. Mais on ne voit pas ces innovations régler toutes les "crises", depuis l'alimentation jusqu'aux tensions ethniques, ni ramener les choses en arrière là où des irréversibilités sont ou seront bientôt atteintes ;

. que s'établisse une gouvernance mondiale, beaucoup plus large que ce qui a, depuis soixante ans, été amorcé sur ce plan. Ne rêvons pas : le monde est trop fracturé, la montée des pays émergents trop fracassante, les intégrismes trop absolutistes, l'Occident trop pelotonné – il n'y aura rien de tel avant deux ou trois décennies ; et encore... Il faudra que la catastrophe soit bien enclenchée, que surgisse un Churchill planétaire... On peut plaider le multilatéralisme, on ne peut bâtir une politique nationale ou européenne sur la perspective d'un ordre mondial nous remettant à temps sur de bons rails ;

. que le modèle scientifique, économique et social que nous proposons, à une humanité avide de l'adopter, soit corrigé. Tâche immense. On a vu à quelle vitesse, pour la seule sphère financière, les résolutions du G 20 sont oubliées par les acteurs, retrouvant en trois mois les délices du *"business as usual"*. Mais sur cette tâche vertueuse, l'Europe peut être déterminante.

Il faut pour cela une prise de conscience radicale et rapide, ce qui est un sujet politique. Il faut une action courageuse et vigoureuse, ce qui peut s'écrire dans un programme. On voit sur ces deux plans un vide à occuper.

3/ Éléments pour un programme

Revenons en Europe, et particulièrement en France. Quel programme pour une social démocratie courageuse ?

A. Sonner l'alarme, sans être catastrophiste.

Plus que jamais, il est l'heure de changer les esprits, de retourner mentalités et comportements. Cette fois, le choc psychologique doit venir du politique. C'est sa responsabilité historique, pensons à Churchill (ou de Gaulle) en 1940. A lui de parler le langage qu'ont par exemple emprunté Nicolas Hulot ou Edgar Morin, Yves Cochet ou Albert Jacquard.

Cela ne tient la route que si un espoir est proposé. Le choc doit conduire à la mobilisation, non à l'abatement. Il faut un programme, non pas idéal mais répondant aux sensibilités et aux angoisses préexistantes. Celles-ci, en Europe sont d'abord sociales, au sens le plus large.

B. Proposer une politique sociale-écologique.

Il n'y a rien d'artificiel à lier ces deux concepts. Le premier élément de "crise globale" proposé plus haut était la pauvreté, qu'elle vienne des inégalités, du ralentissement économique ou de tensions internes aux sociétés. Le plus grave effet des crises écologiques et de la crise globale est ressenti par les plus faibles : les "inégalités climatiques" en sont une illustration. Les pénuries à venir frapperont, ici les migrants et le quart-monde, ailleurs des populations déjà en détresse.

Le programme à élaborer doit donc être global, comme la crise à laquelle il propose de faire face.

Sa dimension sociale comportera bien entendu un aspect "Solidarité Nord-Sud", faisant appel à la société civile et aux entreprises (on en voit des exemples, qui contribuent toujours à la motivation du corps social de l'entreprise), et pas seulement aux institutions et aux budgets publics. Il y a une approche nouvelle, respectueuse des intérêts et des identités du Sud, courageuse (par exemple en matière agricole), à inventer. Un chemin difficile, pour lequel l'Europe peut – et se trouve à certains égards – être la référence.

Cette dimension se prolonge à domicile : si l'avenir est aux migrations massives, il est temps de prendre cette question de manière positive, à l'image de ce que font les Québécois. La difficulté est plus grande encore ici et je me tourne vers ceux qui pensent possible de faire de la France, à nouveau, une terre d'accueil et de fractures cicatrisées.

Ces éléments ne plairont pas, et n'assureront pas la popularité de ceux qui les avanceront. Ils ne créeront pas des emplois pour ceux qui aujourd'hui les perdent. C'est à une révolution économique qu'il faut appeler, partant de la consommation et remontant vers la production. Elle fondera une nouvelle "croissance", un nouveau modèle de développement ou plutôt des activités suffisantes, sur la réponse aux défis écologiques et sociaux.

Que peut être l'économie française (européenne) en 2030 pour trouver sa place dans un monde différent ? Chacun sent des morceaux de réponse : plus "verte", plus sobre, axée sur les services solidaires, plus tournée vers la "connaissance"... Après la prise de conscience, un débat national (un Grenelle ?) devra être ouvert sur ces perspectives. Il faudra ensuite, comme le fait la Chine depuis dix mois, investir pour accélérer les travaux déjà prévus (TGV, canaux, infrastructures pour la voiture électrique...), pour développer de nouvelles activités (agriculture saine, recherche, transports de nouvelle génération...). Il faudra convaincre les corps enseignants de leur responsabilité : forger une génération aux comportements renouvelés – ce qui peut être jouable si ces corps sont eux-mêmes participants du "choc pédagogique". Il faudra modifier notre alimentation, lutter contre les méfaits sur notre santé de notre environnement et de nos comportements.

Le programme sera porteur d'une "deuxième décentralisation", non plus seulement vers les institutions régionales ou locales mais vers la société civile, qui est souvent en avance en termes de prise de conscience. Des rôles considérablement élargis, acceptant le risque de la diversité et celui de l'erreur, doivent lui être confiés, comme il faut en confier, sur un mode participatif, aux collectivités publiques par exemple concernant la politique énergétique, ou la redistribution des richesses, etc.

Notre programme devra remettre en position respectable les administrations, centrales et locales. Elles en savent beaucoup, sur l'écologie aussi bien que sur les crises dans les quartiers... Elles se rajeunissent et pourraient à nouveau être moteur, plutôt que frein, dans les ripostes aux défis, comme pour les comportements dans la société. Elles peuvent être un pilier dans la transformation écologique et sociale. Nous devons renouer avec ces corps dévalorisés.

Ces pistes sont incomplètes. Elles restent à approfondir et à compléter.

□

Nous concluons en soulignant l'espace à prendre, parce que nul politique n'a osé aller assez loin, en termes de perspectives ouvertes et, dans la même foulée, de réponses positives et audacieuses. Si la survie de l'humanité est en cause, il ne faut faire dans la dentelle ni pour l'expliquer, ni pour proposer des ripostes révolutionnaires.